



Argentine

Près de la moitié des enfants de la zone de Buenos Aires en situation d'urgence alimentaire

Une enquête réalisée dans la capitale argentine indique que près de la moitié des enfants sont en situation d'urgence alimentaire. Le mouvement social Barrios de pie (Quartiers débout) annonce que 47,6 % des enfants et adolescents de la zone métropolitaine de Buenos Aires souffrent de malnutrition, selon une enquête réalisée dans les cantines populaires au second semestre de 2018. Le pourcentage élevé d'obésité parmi les enfants est aussi un reflet de la malnutrition des franges vulnérables de la population, et résulte de la difficulté à se procurer des aliments riches en éléments nutritifs. Les familles à faible revenu se nourrissent en effet majoritairement de riz et d'aliments riches en lipides. Les enfants entre 6 et 10 ans sont les plus touchés, révèle l'enquête de terrain.

Pour mener à bien cette étude, 17 569 enfants résidant dans la province de Buenos Aires ont été interrogés. Les données de « l'indicador barrial de precios » (l'indicateur de prix dans les quartiers) ont également été utiles pour mesurer les effets de l'inflation (plus de 45 % prévus pour l'année 2018, tous secteurs de consommation confondus) sur les comportements alimentaires. À ce titre, l'enquête révèle que la hausse des prix a eu un effet notoire sur les habitudes de consommation et les habitudes alimentaires, obligeant certains enfants à sauter un repas, avec les conséquences sanitaires associées.

VINCENT BILLEREY



Canada

Pour désengorger les urgences, le Québec adopte des « heures d'hiver »

À la demande du ministère de la Santé et sur la base du volontariat, plusieurs groupes de médecine familiale (GMF), centres locaux de services communautaires et autres établissements de santé prolongeront leurs heures d'ouverture afin d'accueillir davantage de patients. La mesure a été rendue nécessaire par la hausse des patho-

Cette rubrique est réalisée par les conseillers aux affaires sociales de la Délégation aux affaires européennes et internationales.

logies hivernales (gastroentérites, grippe, etc.) qui, classiquement, contribue à l'engorgement des urgences hospitalières. Celles-ci affichent des taux d'occupation de 250 %.

GRÉGORY GUILLAUME



Chine

Les émissions de méthane augmentent en dépit des engagements du gouvernement pour leur réduction

Une étude américaine indique que la Chine, plus gros producteur mondial de charbon, n'a pas réduit ses émissions de méthane en dépit de son engagement à contribuer à la réduction du réchauffement climatique. Ces émissions devaient être réduites de manière significative entre 2010 et 2015.

Le charbon contribue très largement à la production d'électricité en Chine, et l'industrie charbonnière représente plus de 4 millions de salariés. En 2010, les autorités avaient décidé de réduire les émissions de méthane dans l'atmosphère, d'une part en utilisant ces émissions à d'autres fins, et d'autre part en brûlant directement le méthane à sa sortie, ce qui est moins polluant que de le relâcher dans l'atmosphère. L'objectif était d'utiliser ainsi au moins 6,2 millions de tonnes de méthane d'ici 2015.

La Chine est très loin du compte : non seulement les émissions ne se sont pas réduites, mais elles ont au contraire augmenté de 1,2 million de tonne par an sur la période 2011-2015. La technologie dépassée pour capturer le méthane en sortie des cockeries, la difficulté à construire des gazoducs dans certaines zones ont contribué à ce mauvais résultat. Les autorités chinoises ont certes tenté de ralentir la construction de nouvelles unités de production de charbon et commencé, lentement, à fermer certaines usines anciennes. Pourtant, la consommation chinoise de charbon a augmenté en 2017, et devrait continuer de croître, même si le rythme de cette croissance ralentit, alors qu'elle avait diminué dans les années précédentes. Le

charbon est responsable d'un tiers des émissions de méthane en Chine, mais la politique chinoise contribue également à l'émission de méthane dans le monde entier : le pays a participé, selon l'Agence internationale de l'énergie, pour 40 % à l'augmentation des capacités de production mondiale de charbon par le financement et la construction de sites de production à l'étranger au cours des seize dernières années.

ANNE BRUANT-BISSON



Chine

De nouvelles directives éthiques plus strictes suite à l'affaire des bébés génétiquement modifiés

Un mois après l'expérience des bébés génétiquement modifiés révélée par le scientifique chinois He Jiankui, qui a suscité des préoccupations éthiques dans le monde entier, le Département de la science et de la technologie du ministère de l'Éducation chinois (MOE) a publié une directive demandant à toutes les universités et instituts de recherche de signaler toutes les expériences illégales, notamment celles qui permettent aux gènes modifiés de survivre plus de quatorze jours. La directive indique que l'accent devra être mis sur la recherche dans les hôpitaux affiliés, les projets de coopération internationale et les autres projets concernant la génétique humaine. En outre, elle oblige les universités et les instituts de recherche à mener des enquêtes strictes sur leurs expériences, en exigeant qu'elles soient menées conformément aux directives et réglementations éthiques, et à signaler leurs propres règles, mécanismes et procédures au sein de leurs comités d'éthique. Ces derniers peuvent également faire des suggestions au MOE sur la manière d'améliorer la gestion éthique des recherches en sciences biologiques.

ANNE BRUANT-BISSON



Chine

Les services hospitaliers en ligne relie médecins et patients

Le Bureau des affaires générales du Conseil des affaires d'État a publié une directive autorisant

les entreprises de santé à exploiter en ligne des services hospitaliers, à condition qu'elles ancrent ces services dans des hôpitaux traditionnels. Les services médicaux en ligne restent réservés aux patients atteints de maladies chroniques ou courantes et ne sont autorisés que pour une consultation et un traitement de suivi. En outre, la directive encourage l'application des prescriptions en ligne, améliorant ainsi la commodité pour les patients qui achètent des médicaments via des plateformes Internet.

Un autre règlement récemment publié par la Commission nationale de la santé a clarifié certaines définitions et règles relatives aux services de santé en ligne. Le marché de santé est devenu très populaire ces dernières années et des sociétés leaders telles que Haodf.com et WeDoctor ont enregistré une croissance exponentielle. Ce marché, évalué à environ 200 millions de yuans (28,8 millions de dollars) en 2009, atteint 22,3 milliards de yuans en 2016 et devrait dépasser 90 milliards de yuans d'ici 2020.

ANNE BRUANT-BISSON



Danemark

Lancement d'une application mobile publique qui permet un contact direct des patients avec leur médecin traitant

Alors que 750 000 Danois ont déjà téléchargé l'application de carte Vitale, lancée en 2016, qui permet de retrouver ses prescriptions, l'application « Mon Docteur », qui permet d'envoyer directement des messages à son médecin traitant, d'accéder à ses vaccinations, à ses prochains rendez-vous et à ses fiches d'orientation¹, a été téléchargée 4 000 fois depuis son lancement mi-janvier. L'application a été développée conjointement par le gouvernement et les représentants des médecins généralistes, dans le cadre de la stratégie digitale de santé décidée en 2018 avec les régions, les municipalités, l'agence des données de santé et les représentants des médecins généralistes. Elle inclura dès 2019 les informations médi-

1. Les fiches d'orientation permettent le renvoi d'un patient de la médecine générale vers la médecine spécialisée si besoin. Elles sont écrites et signées par le médecin traitant, qui joue le rôle de gatekeeper, comme au Royaume-Uni.

cales de ses enfants, ainsi que la possibilité de prendre directement rendez-vous via l'application. L'intégration de la téléconsultation pour certains centres de santé est également prévue dans cette application, disponible sur Android et iPhone.

ÉRIC TROTTMANN



Espagne

Longs délais de prise en charge dans les centres hospitaliers et par les spécialistes

La santé publique espagnole est performante, mais souffre d'un problème d'attente pour des prises en charge en centre hospitalier, en grande partie dû aux coupes budgétaires. L'attente moyenne nationale pour une opération chirurgicale est de 93 jours, pour 584 000 patients. Les régions les plus touchées par les délais d'attente particulièrement longs sont les Canaries, Castille-La-Manche et la Catalogne (plus de quatre mois d'attente). Les consultations de médecins spécialistes sont également très touchées par l'allongement des durées d'obtention d'un rendez-vous. Ces chiffres du ministère de la Santé n'incluent pas d'autres éléments importants dans le fonctionnement du système sanitaire : le recours aux cliniques privées, les différences de ressources économiques régionales qui ont un impact direct sur le système de santé, les caractéristiques spécifiques des populations (par exemple les Canaries sont des îles, les habitants ne peuvent pas envisager d'aller se faire soigner autre part).

CAROLINE CHAULET (intérim)



Espagne

Plus de décès que de naissances

Le déclin démographique en Espagne a atteint un point maximal en 2018, jamais atteint depuis 1941, selon les chiffres de l'enquête de l'Institut national de statistiques : le pays compte plus de décès que de naissances. Le taux de fécondité est de 1,3 enfant par femme. L'âge moyen des parents au moment de la naissance de leur premier enfant est de 32,1 ans.

La crise économique, qui a rendu les travailleurs instables et a augmenté le risque de précarité et de chômage, a une influence directe sur la fécondité : un travail sans contrat à durée indéterminée n'incite pas les individus à avoir des enfants, par crainte de ne pas pouvoir leur apporter sécurité et stabilité.

En revanche, l'immigration permet l'augmentation de la population en Espagne : un bébé sur cinq né durant la première moitié de 2018 était un bébé né de mère étrangère. Mais le ralentissement de l'immigration ne suffit pas pour compenser la mortalité et la baisse du nombre de grossesses chez les femmes espagnoles.

CAROLINE CHAULET (intérim)



États-unis

De plus en plus d'Américains se tournent vers la télémédecine

Bien que les visites de télémédecine aux États-Unis aient beaucoup augmenté au cours des dernières années, la grande majorité des Américains adultes continuent à recevoir des soins par des visites en personne. Depuis 2016, trente-deux États ont adopté des lois de « parité » qui imposent aux assurances de rembourser les visites de télémédecine.

Les visites de télémédecine sont passées de 206 en 2005 (moins de 1/1 000) à 202 000 en 2017 (plus de 7/1 000). Le taux moyen de croissance est de 52 % entre 2004 et 2014, de 261 % de 2015 à 2017. La télémédecine reste toutefois encore rare. Elle croît rapidement dans les zones touchées par une pénurie de spécialistes de la santé mentale. Une étude portant sur les remboursements d'assurance entre 2005 et 2017 a montré que, durant cette période, 53 % des visites de télémédecine concernaient la santé mentale, suivies par les examens de médecine de premiers soins (39 %). Environ 83 % des personnes vivaient dans un environnement rural. Cette étude ne comptabilise toutefois pas les visites de télémédecine pour lesquelles il n'y a pas eu de remboursement d'assurance. Les résultats suggèrent que les lois de « parité » sont un facteur majeur de la croissance de la télémédecine.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN



États-Unis

Le taux de suicide augmente de manière inquiétante dans l'ensemble du pays

Selon un rapport des Centers for Disease Control and Prevention, entre 1999 et 2016, le taux de suicide aux États-Unis a augmenté dans tous les États, sauf au Nevada, qui a enregistré un déclin (-1 %). Près de 45 000 suicides ont eu lieu en 2016 (plus du double du nombre d'homicides), ce qui en fait la dixième cause de mortalité. Parmi les personnes de 15 à 34 ans, il s'agit même de la deuxième cause de mortalité. Le taux serait en réalité encore plus élevé, car tous les cas ne sont pas répertoriés.

La méthode la plus couramment utilisée, quel que soit le groupe considéré, reste le recours à une arme à feu. L'un de facteurs d'explication de cette augmentation est la grande récession d'il y a dix ans. Mais il ne faut pas sous-estimer l'addiction croissante des Américains aux opioïdes, bien qu'il soit difficile de déterminer quelles sont les morts intentionnelles parmi les morts par overdose. Une étude de 2014 avait permis de montrer que les personnes dépendantes aux opioïdes présentaient un risque de se suicider compris entre 40 et 60 %. Dans plus de la moitié des cas, les suicidés n'avaient pas de pathologie mentale connue. Mais, en cas d'autopsie psychologique, il a pu être constaté que 90 % de ces personnes présentaient des signes évidents de maladie mentale. Une large portion n'était donc pas diagnostiquée, et ne pouvait pas recevoir l'aide nécessaire.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN



États-Unis

Des mesures pourraient être prises par le gouvernement en matière de baisse du prix des médicaments

Un accord pour baisser le prix des médicaments aux États-Unis pourrait être trouvé cette année au sein du Congrès. Cependant, cette convergence ne semble porter que sur l'objectif à atteindre. Les démocrates ont élevé au rang des priorités la réduction du prix des médicaments et sou-

haiteraient que le gouvernement joue un rôle beaucoup plus fort dans la fixation de ces prix. Une mesure semble notamment faire l'objet d'un consensus, qui permettrait d'interdire que les fabricants de médicaments payent les fabricants de génériques pour retarder l'introduction sur le marché des génériques pour leurs médicaments (pratique désignée par *pay for delay*). Certains signes laissent penser que l'influence de l'industrie pharmaceutique n'est plus à son paroxysme, comme le montre son échec récent à inverser la tendance à la hausse des prix pour les médicaments de Medicare.

MIKAËL GARNIER-LAVALLEY, CÉLINE JAEGGY-ROULMANN



Italie

Le gouvernement veut supprimer le *numerus clausus*, malgré l'opposition de la communauté médicale

Il existe, en Italie, un *numerus clausus* national, limitant le nombre d'étudiants admis à poursuivre des études de médecine. Le contrat de gouvernement conclu entre les deux coalitions mettait déjà en avant la nécessité de « *revoir le numerus clausus* ». La ministre de la Santé, Giulia Grillo, a proposé, le 23 septembre 2018, sa suppression, affirmant qu'il « *favoriserait les déserts médicaux* ». La communauté des professionnels de santé s'oppose à cette réforme : face à la carence de structures adéquates et aux 10 000 médecins ayant déjà des difficultés à trouver des débouchés, le secrétaire national de l'association des médecins hospitaliers italiens (Anao Assomed) déconseille d'ouvrir la faculté à 60 000 ou 70 000 candidats supplémentaires. Il insiste, en accord avec l'association des chirurgiens hospitaliers, sur la nécessité de financer les écoles de spécialisation et d'augmenter les bourses, afin de permettre aux jeunes diplômés de participer aux concours publics, accessibles uniquement avec la spécialisation, et d'éviter ainsi « *la fuite de cerveaux* » que connaît l'Italie.

Face à ces critiques, la ministre est revenue sur sa précédente position, affirmant que la suppression du *numerus clausus* constitue un objectif politique à moyen terme. La ministre de la Santé propose ainsi la réforme du concours, dans une visée « *plus méritocratique* ».

CORINNE CILIBERTO (intérim)



Italie

Changement officiel de l'âge où l'on devient « vieux »

Le congrès national de la Société italienne de gérontologie et de gériatrie a décidé de fixer l'âge à partir duquel on devient officiellement « vieux » : 75 ans. Ce changement a été justifié par l'adaptation des seuils d'âge en fonction de l'évolution de l'espérance de vie. Un homme âgé de 65 ans aurait aujourd'hui la forme physique et cognitive d'un homme âgé de 40 à 45 ans en 1980, tandis qu'un homme de 75 ans aurait la forme physique et cognitive d'un individu âgé de 55 ans en 1980.

CORINNE CILIBERTO (intérim)



Norvège

Une pénurie de médicaments qui devrait encore s'aggraver

L'an dernier, l'agence norvégienne du médicament a constaté 684 cas de pénurie de médicaments. Depuis le début 2019, 363 cas ont été relevés, statistiques assombrissant les perspectives pour le reste de l'année. Le directeur de l'agence, Steinar Madsen, se dit « *pessimiste, car la tendance devrait se poursuivre* ». Il précise cependant qu'il ne s'agit pas d'une crise à ce stade et que ce problème touche également d'autres pays. Les stocks de médicaments pour les problèmes de métabolisme et pour la tension ne sont pas suffisants. « *De grandes transformations sont en cours dans l'industrie pharmaceutique mondiale. [...] Cela a un effet sur la capacité de production* », explique M. Madsen.

ÉRIC TROTTMANN



Maroc

La tuberculose reste un problème majeur de santé publique

Selon les statistiques du ministère marocain de la Santé datant de 2017, sur les 37 000 personnes infectées par la tuberculose, 60 %

sont des cas contagieux. En dépit des efforts déployés pour la prévention, le diagnostic et le traitement de la maladie (plan national de lutte contre la tuberculose 2018-2021 lancé en mars 2018), celle-ci demeure un véritable problème de santé publique. Cette épidémie touche surtout les jeunes : la situation épidémiologique montre que les personnes infectées âgées de 15 à 45 ans représentent 63 % des cas. La tuberculose se concentre dans les zones périurbaines des grandes villes. Six régions rassemblent 87 % des personnes infectées par la tuberculose. C'est Casablanca-Settat qui arrive en tête avec 26 % des cas, suivie de Rabat-Salé-Kénitra avec 17 % et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma avec 16 %. Lors d'une réunion en septembre 2018, l'ONU a recommandé la fin de l'épidémie en 2030, conformément aux Objectifs de développement durable.

KARINE SABATIER-TAZI (intérim)



Royaume-Uni

La mortalité infantile augmente pour la deuxième année consécutive

La mortalité infantile au Royaume-Uni est aujourd'hui de 3,8 pour 1000, soit 30 % au-dessus de la moyenne des autres pays occidentaux. Elle augmente pour la deuxième année consécutive. En outre, elle pourrait être deux fois plus élevée dans moins de dix ans si l'on ne prend aucune mesure, avertit le Collège royal de pédiatrie. Les principales causes mentionnées sont la pauvreté, l'obésité et le faible taux d'allaitement.

MARIE KEIRLE



Royaume-Uni

De nouvelles mesures pour lutter contre les violences subies par les personnels de santé

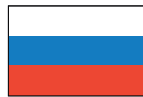
Le ministre britannique de la Santé, Matt Hancock, a annoncé des mesures pour lutter contre les violences subies par les personnels du NHS (National Health Service). D'après les données officielles, 15 % des personnels aurait été victime de violences au cours des douze derniers mois, chiffre le plus élevé depuis cinq ans. Il s'agit de

mettre en place un système de poursuites plus efficace et plus rapide pour :

- aider les victimes à formaliser les preuves et remplir les formulaires de poursuites judiciaires ;
- mieux comprendre le phénomène afin d'identifier les postes les plus exposés, avec l'implication lors de ses inspections de la *Care Quality Commission* (Commission pour la qualité des soins) ;
- améliorer le soutien et la formation des personnels du NHS, notamment grâce au programme de formation en résolution de conflit et au soutien psychique aux personnels victimes.

Cette stratégie s'insère dans la continuité de la loi sur les agressions contre les urgentistes (*Assaults on Emergency Workers Act*), récemment entrée en vigueur et prévoyant le passage de la peine de prison maximale pour une telle agression de six mois à un an.

MARIE KEIRLE



Russie

Un audit de la chambre régionale des comptes alerte sur l'insuffisance des personnels médicaux à Moscou

La chambre régionale des comptes de Moscou a indiqué dans un rapport d'audit que le nombre moyen de médecins et d'infirmières était en 2017 à un niveau inférieur aux recommandations de l'OMS. Alors que le programme de « développement de la santé » de la ville prévoyait un remplacement par de jeunes spécialistes, le nombre de médecins a diminué de 6,5 % et celui des infirmières de 18,5 %. Les effectifs hospitaliers ont également diminué.

En 2017, il y avait 35,3 médecins (38,7 en 2014) et 57,9 infirmières (72,8 en 2014) pour 10 000 habitants, niveau inférieur aux normes (36,9 médecins et 66,5 infirmières). Les auditeurs ont également noté que presque tous les indicateurs de suivi avaient progressivement cessé d'être publiés.

Ces évolutions s'inscrivent dans le cadre de l'application d'un programme d'optimisation du fonctionnement des hôpitaux et des dispensaires. Le Département de la santé de Moscou et l'Institut de la recherche scientifique pour l'organisation des soins de santé et de la gestion médicale n'ont pas fait de commentaire sur ce rapport. Le président de la Ligue de défense des patients,

Aleksander Saverski, a indiqué que « la dissimulation des chiffres et le mutisme des autorités montre qu'elles ne sont pas préoccupées de la santé publique ».

DANIEL MATHIEU



Suède

La prescription d'antibiotiques aux enfants entre 2007 et 2017 a décliné de 43 %

Entre 2007 et 2017, selon les nouveaux chiffres extraits de l'Office national de la santé, la prescription d'antibiotiques aux enfants a décliné de 43 % en Suède. Cette plus faible prescription peut être expliquée par un changement d'attitude des parents mais aussi, et surtout, par une prise de conscience chez les médecins. Ces dix dernières années, la prescription d'antibiotiques en Suède a décliné de 23 %. Pour les personnes âgées de plus de 80 ans, toutefois, la baisse de la prescription d'antibiotiques n'a été que de 9 %.

ERIC TROTTMANN